

## Guatemala : modernisation capitaliste et racisme dans les circuits du café

Matilde González-Izás<sup>1</sup>

**Le racisme contemporain et la violence au Guatemala sont des phénomènes complexes et persistants intimement liés au processus de modernisation capitaliste et de formation de l'État aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. L'expansion coloniale européenne, l'immigration allemande, l'essor des plantations caféières ont institutionnalisé les discriminations, légitimé le racisme et instrumentalisé en particulier l'opposition entre « Indiens » et « *Ladinos* ».**

Au Guatemala, le racisme a affecté en profondeur les populations mayas et afrodescendantes. Le traitement de cette question a toutefois souvent consisté à reproduire un discours victimaire, insistant davantage sur la compassion à exercer envers les personnes discriminées que sur la compréhension d'un problème qui a été la source d'un fort traumatisme pour la société guatémaltèque. Dans cet article, j'évoque le racisme comme un phénomène complexe qui influence les modes d'organisation de l'économie, du pouvoir et de l'autorité, de même que les rapports les plus intimes qui fondent la société guatémaltèque. Par ailleurs, je considère que ce problème s'articule autour des notions de « progrès », de « modernité » et de « civilisation » qui ont donné corps aux processus de modernisation capitaliste, de formation de l'État et d'une tradition autoritaire qui s'est consolidée durant les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.

---

1. Professeur et chercheuse à la Faculté latino-américaine de sciences sociales (Flasco), Guatemala.

L'étude de ces processus nous donne des clés pour comprendre les causes de la violence extrême pratiquée durant la guerre, ainsi que la polarisation et la consolidation des hiérarchies socioraciales qui divisent toujours aujourd'hui la société. En d'autres termes, le déploiement de la violence et les actes de génocide commis par l'État guatémaltèque renvoient aux idées, représentations et pratiques de la modernisation capitaliste qui se sont implantées à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Les massacres à grande échelle durant la guerre mettent en exergue certains éléments qui ont favorisé l'implantation du modèle de modernisation hégémonique au Guatemala : le racisme, l'autoritarisme et la violence structurelle et symbolique.

Le projet de modernisation au Guatemala est le résultat d'un processus d'hybridation entre un passé colonial et des idées de « modernité », de « progrès » et de « race » soutenues par les élites oligarchiques locales et d'origine étrangère – arrivées au pays grâce aux politiques d'immigration mises en place par les gouvernements libéraux entre 1870 et 1930. Au cours de cette période, les inégalités et les différences socioraciales héritées de l'époque coloniale se sont renforcées, en raison de discours pseudo-scientifiques sur la supériorité et la dégénérescence des races, mais aussi du fait de nouvelles pressions sur les ressources et la main-d'œuvre indigène dans le cadre de l'économie de plantation.

En effet, dès les premières mesures prises en vue d'une modernisation capitaliste, les élites au pouvoir ont établi un rapport conflictuel et violent avec la majorité de la population indigène. Au 19<sup>e</sup> siècle, cette dernière est parvenue à défendre le régime de la propriété commune des terres et à conserver des espaces significatifs en termes de mémoire ou de culture populaire. Les élites « modernisatrices » ont ainsi été confrontées à une population indigène qui, en plus d'être majoritaire, négociait de différentes manières et selon différents niveaux d'intensité les conditions d'implantation du nouvel ordre moderne, en formant notamment des alliances et/ou en usant de plusieurs stratégies telles que la collaboration, l'adaptation, le conflit et la résistance.

Dans le cas du Guatemala, le modèle de modernisation agro-exportateur (centré sur l'économie de plantation caféière) a été marqué par l'intensité des rivalités et des tensions entre l'ancienne oligarchie créole résidant dans la capitale et les élites provinciales de Los Altos (les Quézaltèques et les Marquisiens) soucieuses de dominer les territoires indigènes. Dans les années 1870, lorsque

les élites de Los Altos ont réussi à s'imposer face au gouvernement central, elles ont scellé des pactes de domination avec leurs anciens rivaux et ont développé une série de projets « civilisateurs » ayant pour objectif de discipliner les peuples indigènes qui avaient, par le passé, freiné leur expansion territoriale et leur domination sur la région.

Dans le même temps, elles ont pris différentes initiatives pour promouvoir l'immigration d'individus originaires du centre et du nord de l'Europe dans la perspective de « blanchir la race » et « moderniser » l'économie agro-exportatrice. Durant cette période, les nouvelles élites oligarchiques ont accéléré les transformations initiées depuis 1850 au Guatemala et ont jeté les bases de ce que Castellanos Cambranes (1985) a nommé l'« *État oligarchique caféier* » et, plus tard, Tischler (2001) l'« *État exploitant* ». Une succession de dictatures caudillistes ont ainsi été instaurées et se sont appuyées sur les idées de citoyenneté, de progrès, de modernisation et de race pour exercer un pouvoir autoritaire et renforcer leur domination, cela dans le but de véhiculer leurs différentes initiatives modernisatrices – en particulier celles destinées à moderniser les circuits de l'agro-exportation.

On pourrait dire que les traits les plus caractéristiques du projet de modernisation capitaliste au Guatemala sont apparus entre la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle et la première moitié du 20<sup>e</sup>, lorsqu'un important secteur des élites *ladinas* (propriétaires terriens caféiculteurs, commerçants et officiers de l'armée) et étrangères (principalement des représentants allemands des entreprises de café transnationales) ont tenté de réorganiser le pays en promouvant une modernité « *expedita* ».

Modernité caractérisée par: 1) un lien de dépendance et de subordination du pays au marché mondial: le Guatemala fournit des produits agricoles et achète des produits manufacturés; 2) l'immigration de chefs d'entreprise étrangers; 3) la constitution d'espaces régionaux hautement différenciés: « espaces de modernité » et « espaces retardés »; 4) le maintien des anciennes hiérarchies raciales grâce au modèle de la citoyenneté; 5) l'institutionnalisation de l'État avec une administration autoritaire de l'« ordre moderne »; 6) la construction d'une autorité imaginaire exaltant la coercition, la dureté et l'inflexibilité comme moyens de stimuler le « progrès national »; et 7) des pratiques politiques allant du paternalisme bien pensant à de la violence à tous les niveaux.

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, les élites oligarchiques et les intellectuels (nationaux et étrangers) avaient déjà jeté les bases du nouveau modèle de modernisation agro-exportateur en utilisant des notions lourdes de sens, telles que la race, et en poussant à l'extrême leur relation de domination avec les peuples indigènes – en particulier avec les peuples possédant les terres de la Bocacosta et de la Verapaz très convoitées pour les nouvelles exploitations forestières – et les peuples considérés comme des « bras » potentiellement « mobilisables » et à « intégrer » à la nouvelle discipline du travail de plantation.

La violence inhérente au processus d'expansion de l'économie de plantation a donné lieu à des protestations, des actions en justice et des rébellions de la part de différents peuples indigènes affectés par les privatisations de terre, par la réorganisation administrative et militaire de leurs territoires et par le recrutement de travailleurs. Les politiques de modernisation et la logique agro-exportatrice se sont heurtées à l'histoire sociale et politique des indigènes qui possédaient des terres pouvant servir à la production de café et disposaient de travailleurs permanents (jeunes colons) et saisonniers (jeunes équipiers) utiles aux nouveaux propriétaires terriens caféiers.

De nombreuses études nous ont montrés comment les peuples indigènes ont défendu leurs terres et se sont opposés à toutes les dispositions visant à réduire leurs espaces d'autonomie, à les soumettre au nouveau régime de travail servile et à limiter et/ou remplacer leur statut de citoyen par celui de « jeune exploitant ». Ces études mettent en lumière les querelles et les procès judiciaires initiés par les paysans et les dirigeants indigènes qui cherchaient à défendre leurs droits et à dénoncer l'abus de pouvoir et les irrégularités légales des nouvelles autorités *ladinas* (non indigènes) ayant pour objectif d'imposer leur domination et d'appliquer les nouvelles dispositions du régime.

Malgré une forte résistance, les peuples indigènes ont eu de plus en plus difficile à défendre leurs droits et leurs territoires au fur et à mesure que le pouvoir des *ladinos* se renforçait dans les régions du café. Ainsi, durant les trois dernières décennies du 19<sup>e</sup> siècle, le processus de privatisation des terres s'est accéléré au sud-ouest de la Bocacosta. Les hauts gradés de l'armée et leurs familles proches sont devenus propriétaires de grandes surfaces de terre dans la Haute Verapaz et sur la Bocacosta, à Suchitepéquez,

Quetzaltenango et San Marcos. Les cadres moyens ont reçu quant à eux des lots de terre dans le Piedmont ou dans des villages indigènes qui exerçaient une pression sur le gouvernement départemental et/ou municipal.

Pendant l'essor de la production de café, un nombre significatif de familles *ladinas* originaires de Los Altos a connu une ascension sociale et économique rapide et considérable. En participant à la politique, en occupant des postes dans l'armée ou dans des bureaux du gouvernement, en produisant du café, en faisant du commerce, les élites métisses résidant dans les régions forestières ont réussi à trouver leur place au sein du nouvel ordre. Être militaire dans les zones d'exploitation de café signifiait être administrateur de l'ordre. Plus encore, cette position donnait accès aux plus hauts postes du gouvernement régional et national ainsi qu'à la terre pour établir leurs exploitations caféières. Les garnisons et les milices locales surveillaient quant à elles les travaux d'arpentage et les attributions des terres, freinaient et/ou réprimaient les soulèvements des peuples indigènes qui s'opposaient aux expropriations, et escortaient les équipes de travailleurs forcés de prêter des services dans les *fincas* de café. Elles rappelaient également à l'ordre tous les individus considérés comme fainéants et indolents.

Face aux actions en justice et aux revendications des indigènes – à titre individuel et/ou collectif –, les nouveaux membres de l'oligarchie ont développé un discours racial plus virulent, organisé autour du « *problème de l'Indien* ». Ils ont ainsi cherché à légitimer leur incursion sur les territoires indigènes, l'exercice du travail forcé et l'instauration de régimes autoritaires. Dans ce contexte conflictuel, la majorité des hommes politiques et des intellectuels guatémaltèques n'a pas hésité à affirmer que l'« Indien » était à la source du « problème », puisqu'il empêchait la nouvelle république d'atteindre le « *stade des nations civilisées* ».

Les doctrines raciales utilisées par les hommes politiques permettaient de légitimer les grandes inégalités engendrées par les politiques de réorganisation territoriale et sociale. Dans les articles de presse publiés depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle sur « le problème indien », il est intéressant de constater les changements de ton opérés et les stéréotypes raciaux utilisés par un même auteur et/ou un média lorsqu'il se réfère à « l'indien » qu'il convient de « civiliser » par l'éducation ou lorsqu'il s'agit de l'« Indien » possédant encore des terres convoitées par les nouveaux exploitants. Dans ce dernier

cas, les hommes politiques, les intellectuels et les exploitants faisaient des allusions sur la « *dégénérescence raciale de l'Indien* », sur l'« *obstacle qu'il représentait à l'avancée des forces de l'intelligence* » et sur la nécessité de le faire « *disparaître* » et/ou de le « *tuer comme une espèce abjecte et décadente* ».

Il est indéniable que, comme l'affirme Marta Elena Casaús (2003), en raison de l'expansion de l'économie agro-exportatrice, les formes de domination ont été modifiées et le racisme a connu une nouvelle mutation. Il s'est institutionnalisé et s'est manifesté dans une multitude de politiques visant à administrer la vie de la population ou à exercer le droit sur ce que Foucault (1996) appelait le pouvoir de faire vivre ou de laisser mourir. Les idées d'un continuum biologique de l'espèce humaine, de la distinction et de la hiérarchie des races ont fait surface ; le fait de considérer certaines races comme supérieures et d'autres comme inférieures a segmenté les sociétés villageoises ; renforcé les inégalités sociales et les déséquilibres de pouvoir entre les groupes.

Durant la période de constitution des plantations caféières et de leur réseau d'institutions, de communication et de transport, les tensions interethniques ont donc été croissantes. Elles ont trouvé leurs fondements dans le caractère indispensable de la main-d'œuvre indigène et des ressources dont ils disposaient pour lancer les initiatives « modernisatrices » des élites libérales. Pour cette raison, les nouveaux membres de l'oligarchie ont établi un lien entre les discours sur l'indien qu'ils souhaitaient soumettre à la discipline du travail et la violence qu'exerçaient l'État et les fermiers exploitants à leur rencontre. Ainsi, les métaphores organiques qui ont saturé le discours sur le « problème indien » renvoyaient non seulement à la construction d'un « autre » (barbare et non civilisé), mais aussi à la possibilité d'user d'une violence structurelle et symbolique à leur rencontre.

### **Politiques d'immigration et transformation du racisme**

Une majorité des élites libérales pensait qu'en ayant recours à certains moyens et méthodes, il serait possible de forcer les indigènes à entrer dans l'économie nationale et d'améliorer son efficacité. Toutefois, pour atteindre une civilisation réellement moderne, les élites estimaient nécessaire d'encourager l'immigration massive d'Européens qui contribueraient au blanchiment de la population. Dès les premières années de la république, les libéraux de la

première et de la seconde génération ont promu une série de plans et de projets d'immigration (en 1824, 1832, 1868 et 1877) grâce auxquels ils espéraient réaliser des « *progrès semblables à ceux réalisés en Occident* ».

Selon leurs dires, « *la mise en place d'un programme d'immigration volontaire contribuera à augmenter le nombre de Blancs travailleurs, dont les qualifications tout comme l'industrie généreront de la richesse et stimuleront le désir de progrès matériel, et dont les capitaux seront investis en vue d'améliorer l'infrastructure nécessaire au développement* ». Dès lors, l'immigration massive d'individus européens (de préférence d'Europe du Nord) ou nord-américains était censée résoudre les problèmes sociaux de base, apporter fraîcheur et vigueur afin de favoriser le développement de la nation.

Les immigrants « *apporteraient la lumière de la civilisation aux indigènes plongés dans l'ignorance, favoriseraient le progrès matériel, et aideraient à édifier la base d'une nation réellement moderne* ». Les dirigeants libéraux ont, de cette manière, réussi à associer l'immigration à la modernisation. Selon eux, les pays attirant de grands groupes de colons étaient des pays modernes (McCreery, 1981).

Peut-être que l'une des contradictions de la société guatémaltèque du 19<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du 20<sup>e</sup> résidait dans la composition indigène, métisse et afrodescendante de la population, laquelle s'opposait aux notions de progrès et de civilisation en vigueur à l'époque et fondée sur la blancheur et la suprématie de l'Occident. Les élites libérales, loin de remettre en cause la position subordonnée dans laquelle la perspective eurocentrique les situait, souhaitaient la venue et la reconnaissance des Européens.

À l'inverse, les immigrants du centre et du nord de l'Europe étaient peu enclins à répondre à l'admiration et à la déférence exprimée par l'élite oligarchique. Ils les situaient dans la catégorie générale des « populations indigènes ou natives » à laquelle étaient associés les adjectifs les plus péjoratifs tels que la « dégénérescence de l'origine » ou l'« impureté du sang ». Ainsi, dans les principaux écrits, les lettres, les récits, les rapports d'étude ou les mémoires des voyageurs, des explorateurs, des immigrants et des investisseurs européens (surtout allemands) qui sont arrivés au Guatemala entre 1860 et 1920, on constate, d'une part, un intérêt manifeste pour la variété et la richesse des ressources naturelles du pays et une admiration profonde pour la beauté exubérante de son paysage

volcanique et, d'autre part, un mépris intense envers sa population native, considérée comme indolente et incapable d'exploiter ses richesses naturelles.

À différents niveaux de pouvoir (intellectuel, économique, politique et culturel), les immigrants européens ont activement participé à la reconfiguration des hiérarchies raciales existantes et ont aggravé les tensions interethniques au Guatemala à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et durant la première moitié du 20<sup>e</sup>. De plus, l'influence qu'ils ont exercée dans la sphère politique et intellectuelle a été considérable. Dans les années 1930, la sociobiologie et l'eugénisme étaient toujours des idéologies très populaires parmi les intellectuels guatémaltèques.

Avant d'accepter l'idée d'une nation métisse, les immigrants européens se sont chargés de renforcer les notions de progrès et de civilisation fondées sur la pureté de la race, la blancheur et la suprématie de l'Occident. Selon l'analyse pertinente de González Ponciano (2004), cette idéologie de la blancheur a profondément contribué à ce que les *ladinos* renient leur origine métisse et adoptent les préjugés et les stéréotypes à l'égard des personnes de couleur. Pour les immigrants européens, le métissage ne pouvait qu'éloigner les « natifs » du prototype du corps civilisé et moderne.

Cette idée explique en partie la raison pour laquelle les élites *ladinos* continuent aujourd'hui encore de renier et/ou de vivre honteusement leur métissage. Pour le *ladino*, le problème ne se limitait pas au « *déni de l'autre en moi* », mais au fait qu'il y avait toujours un tiers (un immigrant ou un intellectuel européen ou nord-américain) pour évaluer la qualité de son métissage et la quantité de sang indien ou noir qui coulait dans ses veines. L'immigrant est ainsi devenu le garant de la pureté du sang et de la blancheur. Il qualifiait ainsi d'« impurs » les natifs « *dont le sang n'était pas propre* » ou contenait des origines raciales (indigène ou noire) considérées comme inférieures.

L'ampleur et la complexité du racisme pratiqué par les intellectuels et les membres de l'oligarchie guatémaltèque, de même que par leurs homologues étrangers, doivent être replacées dans cette tranche « honteuse » de l'histoire du 19<sup>e</sup> siècle, caractérisée par l'apparition des « sciences sociales » et le renforcement d'un racisme biologique et pseudo-scientifique. L'expansion coloniale européenne et les nouvelles formes de soumission de la population « native » doivent, quant à elles, être replacées dans le contexte



d'une nouvelle organisation mondiale. N'oublions pas que les immigrants allemands qui se sont introduits dans les circuits du café n'étaient pas désintéressés par rapport aux ambitions coloniales de l'Allemagne et à sa course pour l'hégémonie dans le monde.

Certaines de leurs idées sur la « supériorité de la race » correspondaient à celles des sciences naturelles et sociales liées au darwinisme et au continuum évolutif qui plaçait les Européens au plus haut niveau. Les immigrants allemands étaient nombreux à provenir de sociétés agricoles, dans lesquelles la tendance à se différencier, à s'exclure et à établir une distance sociale prévalait. Ils reproduisaient les modèles militaristes de commandement et d'obéissance et la noblesse légitimait sa prétention de supériorité en s'appuyant sur une généalogie aristocratique ininterrompue (Barrington Moore, 2000).

En étudiant les idées et représentations sociales des immigrants européens qui ont rejoint la société guatémaltèque à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, on peut constater que les anciennes prétentions de lignage et de pureté de sang de l'oligarchie créole guatémaltèque ont évolué. L'oligarchie guatémaltèque s'est consolidée de par son interaction avec les Allemands et de par la volonté des deux groupes de s'affirmer et de marquer leurs différences. Le racisme colonial s'est ainsi fortifié avec l'arrivée des nouveaux acteurs. On ne peut oublier que les investisseurs, les intellectuels et les immigrants sont arrivés au Guatemala, car ils étaient attirés par les perspectives et les promesses des politiques d'immigration et n'étaient donc pas de simples observateurs.

Ces étrangers ont eu un impact considérable sur certains des phénomènes complexes de l'histoire guatémaltèque tels que la formation de l'État ou la production et la représentation de l'espace moderne: la délimitation des frontières nationales et intérieures, la représentation cartographique, la classification et l'inventaire des ressources naturelles, la capitalisation de la terre en tant que facteur de production et la définition de critères agronomiques pour l'expansion et la colonisation progressive des espaces propices au développement de l'agro-exportation. Le processus d'immigration-colonisation allemande en particulier s'est caractérisé par l'appropriation de territoires supposés inhabités et de ressources non exploitées, mais aussi par l'efficacité des intellectuels qui ont contribué à accentuer l'asymétrie de pouvoir entre les immigrants et investisseurs européens et la population « native ». Il a en outre favorisé la

diffusion des idées raciales, légitimées par la biologie évolutive et les nouvelles sciences humaines positivistes.

### **Plantations caféières et accroissement des tensions interethniques**

---

Lorsque la première guerre mondiale éclate, on a constaté une nouvelle phase de l'activité allemande dans le pays. De nombreuses petites entreprises commerciales et grandes entreprises agricoles n'ont pas survécu à la crise monétaire survenue en Allemagne. D'autres, comme Nottebohm Hnos., Koch & Hagmann, Schlubach & Thiemer, Bulh, Lüttmann, etc, ont par contre acquis des exploitations caféières appartenant aux élites de Los Altos et acheté d'immenses terrains sur la Bocacosta et sur la Côte du Pacifique afin de créer de véritables complexes caféiers. Ceux-ci se caractérisaient par des équipements mécaniques modernes, la plantation d'immenses cultures de café et l'introduction de nouvelles cultures, ainsi que l'intensification de l'ensemble du processus de production (semences, récolte, séchage, conditionnement et stockage), le transport et la commercialisation.

Les nouvelles sociétés caféières étaient également reconnues comme étant plus impitoyables et exigeant davantage des travailleurs au point de mettre en péril le fragile équilibre entre les chefs d'entreprise/administrateurs, les intermédiaires *ladinos* et les travailleurs indigènes des plantations. Par conséquent, lors de cette nouvelle phase de production, le processus de paupérisation, de morbidité et de mortalité s'est accéléré dans les localités indigènes attachées aux plantations caféières.

Cette problématique a été abordée dans des rapports rédigés par des intellectuels allemands à l'attention des entreprises de café. Termer dénonce ainsi la pauvreté extrême, les épidémies et la mortalité croissante dont souffrait la population des hautes terres de Cuchumatanes et de la Sierra Madre en raison de l'intensification et de l'augmentation du temps et de la charge de travail dans les plantations sur la Bocacosta. Cependant, dans ses rapports, Termer innocente les entreprises allemandes et considère l'intermédiaire *ladino* (chef d'entreprise ou fonctionnaire municipal), chargé de préparer, administrer et diriger les équipes de travailleurs dans les plantations allemandes, comme étant le principal responsable de l'oppression des indigènes.

Avec l'essor du café, les *ladinos* ont renforcé leur domination sur les anciens peuples indigènes et sont rapidement devenus le lien visible entre les plantations et les sujets mayas travaillant dans les exploitations. Ils ont ainsi été la cible des actions de résistance indigène face au mépris des propriétaires terriens, principalement allemands, qui les considéraient comme des « *individus biologiquement et moralement corrompus* ». À la fois considérés comme méprisables, les *ladinos* apparaissaient également comme indispensables pour la réalisation des tâches les plus infâmes dans les exploitations agricoles. Dès lors, le rapport avec les *ladinos* a toujours été ambigu et conflictuel.

Par moments, les Allemands les voyaient comme un obstacle à l'établissement de leur domination directe sur les équipes de travailleurs indigènes ; à d'autres, comme « un mal nécessaire » pour éluder leur responsabilité face à la violence au sein de l'exploitation (les dettes, les injustices et les insultes, les conditions d'oppression, de morbidité et de mortalité dont souffraient les travailleurs indigènes dans les plantations allemandes). En définitive, ce groupe de *ladinos* leur servait de bouclier. Les travailleurs déchargeaient ainsi leur mécontentement sur les *ladinos* que les travailleurs indigènes considéraient comme « les patrons » et « l'autorité », comme les seuls responsables des inégalités, de l'expropriation de leurs terres, de l'exploitation, etc.

Il est indiscutable que, dans cet environnement profondément inégalitaire et hiérarchisé, la position d'intermédiaires occupée par les *ladinos* a renforcé leur puissance, augmenté leurs marges de manœuvre en termes d'arbitraire et d'abus vis-à-vis des travailleurs indigènes qu'ils administraient, et enrichi leurs discours et pratiques racistes. Néanmoins, le stéréotype généralisé et véhiculé par les chefs d'entreprise et les intellectuels étrangers, consistant à désigner le *ladino* comme l'adversaire de l'indigène, a contribué à masquer la complexité du tissu social et a conduit à la formation d'un pays profondément violent, hiérarchisé et de classes. Il a aussi fait oublier le rôle des chefs d'entreprise nationaux et étrangers dans la production des inégalités sociales et du racisme.

De cette façon, on a créé un vide analytique qui a conduit à rapprocher les formes du racisme actuel avec celles du racisme colonial pratiqué par les anciennes familles créoles et les élites *ladinas* résidant dans les villages indigènes. Et cela, sans tenir compte des tensions interethniques résultant de la promotion des politiques

d'immigration aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, ni du rôle des élites d'origine étrangère dans les nouvelles formes prises par le racisme, et dans l'oppression et la dépossession des communautés indigènes liées au processus de modernisation agricole.

Par ailleurs, la prégnance du préjugé sur les *ladinos* a contribué à forger la thèse de la bipolarité indienne-*ladino*, qui nous a fait oublier les origines et la pensée de nombreux « nouveaux » membres de l'oligarchie (Sapper, Dieseldorff, Hempstead, Gerlach, Hartmann, Thomae, Helmrich, von Nostiz, Stalling, etc. sur la Haute-Verapaz et Nottebohm, Hockmeyer, Muller, Thomsen & Kleinschmidt, Koch & Hagmann, Bulh, Lüttmann et Schlubach & Sapper, etc., sur la Bocacosta) qui sont devenus propriétaires et investisseurs de grandes entreprises caféières. Ainsi, on a oublié la façon dont ces immigrants ont réécrit l'histoire et défini les nouvelles représentations cartographiques des anciens territoires indigènes en les vidant de leurs caractéristiques symbolique, religieuse, politique, sociale et économique.

Les questions posées par l'utilisation politique de la catégorie des *ladinos* ont été largement débattues par un groupe d'intellectuels guatémaltèques (Alejos, 1999; Dary, 2000; González Ponciano, 2004; Rodas, 2004) qui ont étudié la diversité et la complexité du monde *ladino*. L'image actuelle est celle des potentats *ladinos* qui ont servi d'intermédiaires entre les peuples indigènes, l'exploitation agricole et l'État de la fin du 19<sup>e</sup> siècle au début du 20<sup>e</sup>. Cette image, associée à celle de l'Indien (naturel, pur, traditionnel, mais aussi pauvre, ignorant, fainéant, etc.) a consolidé l'idée d'une société bipolaire et enfermé les sujets sociaux dans des stéréotypes raciaux.

Une telle interprétation ne tient pas compte des groupes *ladinos* hétérogènes, ni de leur culture et de leur histoire. En effet, dans les circuits du café, on ne peut définir de la même façon les familles de *ladinos* notables, qui ont établi leur domination sur les peuples indigènes, et les familles de travailleurs qui se sont installées dans les plantations et qui se sont progressivement éloignées de leurs origines indigènes pour s'adapter au monde de l'exploitation et être traitées plus dignement.

Enfin, au-delà des circuits de l'agro-exportation (exploitations agricoles et villages de travailleurs indigènes), l'univers social dépasse les simples exercices d'étiquetage. Le métissage est infiniment plus vaste et plus divers, et on constate qu'une série de peuples indigènes ont réussi à échapper à la configuration sociale

« type » des exploitations. De plus, le métissage a été et restera un processus dynamique et les frontières interethniques ont été plus poreuses que ce que les intellectuels et les élites au pouvoir ont voulu laisser entendre. Le problème réside plutôt dans la persistance des vieux discours et des idéologies raciales qui refusent toujours le métissage et plaident en faveur de la pureté raciale et culturelle des indigènes et de ceux qui revendiquent leur origine créole ou européenne.

Les représentations de la relation indien-*ladino* comme étant immuable et antinomique ont occulté le rôle décisif des voyageurs, des intellectuels, des immigrants étrangers (chefs d'entreprise et travailleurs) dans la formation du modèle de modernisation capitaliste et de l'État au Guatemala. Elles n'ont pas pris en considération le rôle controversé que ces acteurs ont joué dans la société guatémaltèque, dans l'économie, la politique, et la réorganisation des hiérarchies raciales qui ont légitimé la violence et l'inégalité au sein des espaces d'exploitation.

Par ailleurs, ces représentations et cet étiquetage dénotent une profonde négligence analytique, une tentative de simplification de la société, et délaissent non seulement la diversité des sujets sociaux, mais aussi la richesse des formes d'interaction sociale, la diversité des espaces d'accord ou de désaccord, des espaces interdits et des espaces communs, des espaces de tensions, des espaces transgressés, des espaces syncrétiques. En d'autres termes, il s'agit d'une simplification de la densité historique des problèmes sociaux ayant affecté la société guatémaltèque.

À travers cet article, on a analysé comment le racisme et la violence au Guatemala constituent des problèmes extrêmement complexes qu'on ne peut sortir de leurs contextes spatiotemporels. Par conséquent, cet article est une franche invitation à continuer à réfléchir, non seulement sur les différents traits caractéristiques du processus de modernisation capitaliste et ses liens avec le racisme et la violence au Guatemala, mais aussi sur nos propres constructions intellectuelles, leurs silences et leurs omissions. Il s'agit d'une invitation à s'interroger sur les différents aspects du processus de modernisation qui affectent directement et profondément notre société (les inégalités sociales, le racisme, l'autoritarisme et la violence structurelle et symbolique) et que l'on cherche à fuir.

Ce sont justement ces aspects qui ont été mis en évidence lors des tueries aveugles et du génocide commis par l'État guatémaltèque.

que contre les communautés indigènes situées dans la périphérie des hautes terres des Cuchumatanes et de la Sierra Madre et qui, durant plus d'un siècle, ont été véhiculés dans les plantations de la Bocacosta et de la côte pacifique. Finalement, il convient d'affirmer que la « naturalisation » des inégalités dans le modèle de modernisation capitaliste se manifeste dans le peu d'attention prêtée, jusqu'il y a peu, par les universitaires guatémaltèques à l'analyse du racisme dans les grandes exploitations agricoles. Il est surprenant que le militarisme et la violence n'aient que très rarement été étudiés, malgré leur intérêt particulier.

Traduction de l'espagnol : Véronique Jamart

#### Bibliographie

- Alejos García J. (1999), *Identidades étnicas y conflicto agrario en el norte de Chiapas, 1914-1940*, Université nationale autonome du Mexique.
- Casaús Arzú M. E. (2003), *La metamorfosis del racismo en Guatemala*, Cholsamaj, Ciudad de Guatemala.
- Castellanos Cambranes J. (1977), *El imperialismo Alemán en Guatemala, El Tratado de comercio 1887*, publications de l'Institut d'études économiques et sociales de l'université de San Carlos de Guatemala, Ciudad de Guatemala.
- Castellanos Cambranes J. (1985), « Café y campesinos en Guatemala, 1853-1997 », université San Carlos de Guatemala, in *Realidad Nuestra*, vol. 12, Ciudad de Guatemala.
- Castellanos Cambranes J. (1992), *500 Años de Lucha por la Tierra. Estudios sobre propiedad Rural y Reforma Agraria en Guatemala*, Flacso-Guatemala, Ciudad de Guatemala.
- Dary Fuentes C. (2000), *North american travel writing and anthropology in the representations of guatemalan society between 1930 and 1950*, texte réalisé en vue de l'obtention du master en arts, faculté des arts et des sciences, Université de Pittsburgh.
- Esquit E. (2002), *Otros poderes, nuevos desafíos. Relaciones interétnicas en Tecpán y su entorno departamental (1871-1935)*, Institut d'études interethniques, Ciudad de Guatemala.
- Foucault M. (1996), *Genealogía del Racismo*, Altamira, Argentine.
- González-Izás M. (2002), *Se cambió el Tiempo. Conflicto y poder en Territorio K'iche' 1880-1996*, Avancso, Ciudad de Guatemala.
- González-Ponciano R. (2004), « La visible Invisibilidad de la Blancura y el Ladino como no Blanco en Guatemala », in Euraque D., Gould J., Hale C., *Memorias del Mestizaje, Cultura Política en Centroamérica de 1920 al presente*, Cirma, Antigua Guatemala.
- McCreery D. (1981), *Desarrollo Económico y Política Nacional, El Ministerio de Fomento de Guatemala, 1871-1885*, Centre d'études régionales de Mésoamérique, Antigua, Guatemala.
- McCreery D. (1989), « Tierra, Mano de obra y violencia en el Altiplano guatemalteco: San Juan Ixcay », *Revista de Historia*, n° 19, UNA/UCR, Costa Rica.
- McCreery D. (1989), « Tierra, trabajo y conflicto en San Juan Ixcay, Huehuetenango, 1890-1940 », académie de géographie et d'histoire du Guatemala, 101-112.

- McCreery D. (1990), « State Power, Indigenous Communities, and Land in Nineteenth-Century Guatemala, 1820-1920 », in *Guatemalan Indians and the State, 1540-1988*, University of Texas Press, Austin.
- McCreery D. (1994), *Rural Guatemala, 1760-1940*, Stanford University Press, Californie.
- Moore B. (2000), *Los Orígenes Sociales de la Dictadura y de la Democracia, El Señor y el campesino en la formación del mundo moderno*, Península, Barcelone.
- Rodas I. (2004), *De españoles a ladinos, cambio social y relaciones de parentesco en el Altiplano central colonial guatemalteco*, Aristas/Icapi, Ciudad de Guatemala.
- Tischler Visquerra S. (2001), *Guatemala 1944 : crisis y revolución. Ocaso y quiebre de una forma estatal*, F&G Editores, Guatemala.
- Torras R. (2007), « Así Vivimos el Yugo. La conflictiva conformación de Colotenango como municipio de mozos (1825-1947) », *Cuadernos de Investigación*, n° 23, Avanco, Ciudad de Guatemala.

